

# Blanquer prêt à « faire évoluer » les prochaines épreuves de contrôle continu du baccalauréat

Publié par Paris-Normandie

3-4 minutes

Depuis leur lancement le 20 janvier, les épreuves communes de contrôle continu, appelées E3C, suscitent la colère des syndicats, des professeurs et de lycéens qui veulent « *faire barrage* » à cette réforme du baccalauréat qui va, selon eux, aggraver les inégalités.

« *Dans l'immense majorité des cas, ça s'est passé de manière normale, dans d'autres cas il y a des critiques et il faut bien sûr les entendre* », a reconnu **Jean-Michel Blanquer**, le ministre de l'Éducation nationale, jeudi 6 février, répondant à des journalistes. Il s'est ainsi dit prêt à « *faire évoluer* » la session suivante, prévue de mi-avril à fin mai, « *dans le sens de la simplicité* ».



**A partir de 1€**

**L'ABONNEMENT NUMÉRIQUE**

- Accès à 100% des contenus sur le site web
- Votre journal et ses suppléments en version numérique

**JE M'ABONNE**

## Un bilan de la première session en mars

Selon le ministre, pour le moment 85 % des établissements ont pu passer les épreuves normalement, et 15 % ont été « *troublés par des blocages, des manifestations liées à l'intervention, souvent, d'éléments extérieurs* ». Parmi ceux-ci, « *un bon tiers* » ont dû

reporter les épreuves, tout au long du mois de février.

Le premier syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN) estime de son côté que les épreuves se sont passées correctement dans 87 % des établissements mais que des perturbations mineures ont eu lieu dans 43 % des lycées. Les personnels de direction ont été parfois pris à partie lors de ces mobilisations : 12 ont été menacés, 25 insultés et 8 violentés physiquement, selon son enquête publiée mercredi 5 février par le syndicat.

Le comité de suivi du nouveau bac doit tirer le bilan de la première session d'épreuves en mars. Selon l'un de ses membres, il devrait proposer d'alléger nettement leur organisation pour la deuxième session.

« *Le problème n'est pas l'organisation des E3C, mais le fait que des personnes les troublent* », a estimé le ministre. Dans le cas, où les épreuves ont été perturbées ou reportées, il a assuré que l'institution regardait « *au cas par cas* » comment faire pour qu'ils aient bien une note à la fin.

Les perturbations n'ont pas cessé cette semaine. Par exemple hier jeudi 5 février à Bordeaux, environ 200 opposants à la réforme des retraites et du bac, rejoints par le candidat aux municipales Philippe Poutou, ont érigé devant l'entrée principale du rectorat un « *mur du mépris* » en parpaing pour dénoncer la politique gouvernementale et la répression policière. « *C'est le mur du mépris, car on n'a aucune réponse de la part de notre ministère depuis plusieurs mois, plusieurs semaines* », sur la réforme du bac et des retraites, a déclaré **Jean-Pascal Meral**, secrétaire académique du Snes-FSU. La rectrice de l'académie, **Anne Bisani-Faure**, « *a condamné l'entrave à l'accès aux postes de travail des agents du rectorat* ».